

Un nouveau cas de viol a mis l'Inde en émoi cette semaine. Il s'agit cette fois d'une fillette de 6 ans qui affirme avoir été agressée au sein de l'établissement scolaire qu'elle fréquentait, une école privée de Bangalore, dans le sud du pays. Le gouvernement indien avait introduit des lois plus sévères pour lutter contre les agressions sexuelles, début 2013.

Mais ces mesures s'avèrent inefficaces pour enrayer cette tendance.

Des centaines de parents d'élèves en colère ont manifesté à New-Delhi, le jeudi 17 juillet, devant l'école où à eu lieu l'agression. Certains ont brisé des vitres et endommagé le portail de l'établissement en tentant de s'y engouffrer, nécessitant l'intervention de la police. Ils reprochent à la direction d'avoir réagi tardivement, voire d'avoir tenté d'étouffer l'affaire.

Aucun suspect arrêté

La victime aurait en effet informé ses parents et ses professeurs dès le 9 juillet du viol qu'elle aurait subi une semaine auparavant. Mais l'école n'aurait pris aucune mesure pour assurer la sécurité de ses élèves, jusqu'à ce que les médias s'emparent de l'affaire le 15 juillet. Face à l'indignation des parents, le directeur de l'école a présenté ses excuses jeudi. Il a assuré qu'il coopérait pleinement avec les enquêteurs. La fillette affirme avoir été violée par un agent de sécurité et un professeur d'EPS. Aucun suspect n'a encore été arrêté.

Loi «anti-viol»

L'Inde a pris conscience de la gravité des violences sexuelles, depuis [le viol et le meurtre d'une étudiante](#) à New Delhi, fin 2012. Le Parlement avait notamment voté, quelques mois plus tard, [une nouvelle loi](#) prévoyant des punitions plus sévères pour les violeurs, allant jusqu'à la peine de mort. Selon les chiffres officiels, un viol a été signalé toutes les 20 minutes en Inde en 2013.

Source: rfi.fr